

Le Quatuor pour le Moyen-Orient décide de créer un « mécanisme » d'assistance au peuple palestinien

9 mai 2006 – Face à la crise humanitaire qui menace à Gaza et en Cisjordanie, le Quatuor pour le Moyen-Orient s'est déclaré aujourd'hui prêt à mettre en place sous la direction de l'Union européenne un « mécanisme » temporaire qui permettra d'acheminer l'aide humanitaire à la population palestinienne, sans passer par le gouvernement du Hamas, qui refuse toujours de reconnaître Israël et d'abandonner la violence.

Le Quatuor a « réitéré sa grave préoccupation face au fait que le gouvernement palestinien ne s'est toujours pas engagé envers les principes de la non-violence, de la reconnaissance d'Israël et de l'acceptation des accords antérieurs notamment la [Feuille de route](#) », a déclaré aujourd'hui Kofi Annan, lors d'une conférence de presse donnée au siège de l'ONU à New York.

Ces principes avaient été établis lors des précédentes déclarations du Quatuor, qui a souligné à plusieurs reprises que leur respect conditionnerait l'assistance financière à l'Autorité palestinienne ([dépêche](#) du 30.03.06, [dépêche](#) du 30.02.06, [dépêche](#) du 28.12.05).

Le Secrétaire général présentait les grandes lignes d'une déclaration du Quatuor pour le Moyen-Orient, composé des États-Unis, de la Fédération de Russie, de l'ONU et de l'Union européenne, réuni à New York au niveau ministériel.

« Le Quatuor a condamné le refus de l'Autorité palestinienne de prendre des mesures contre le terrorisme et sa justification de l'attentat suicide du 17 avril à Tel Aviv, qui a été à bon droit condamné par le président Abbas », a ajouté le Secrétaire général ([dépêche](#) du 17.04.06).

« Le Quatuor a exprimé sa préoccupation face aux opérations militaires israéliennes, qui ont fait des victimes innocentes, et demandé à Israël de garder à l'esprit les conséquences potentielles de ses actions », a ajouté Kofi Annan, qui a aussi cité les préoccupations « face à l'expansion des colonies de peuplement et au tracé de la barrière », c'est-à-dire le mur de sécurité qui sépare Israël de la Cisjordanie.

Toujours sur le plan politique, le Quatuor a salué « l'appel du Premier ministre israélien Olmert à des négociations avec un partenaire engagé envers la [Feuille de route](#) ».

Face à la dégradation des conditions humanitaires à Gaza et en Cisjordanie, le Quatuor a appelé les parties à prendre des mesures pour respecter leurs obligations sur la liberté de circulation.

L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient ([UNWRA](#)) prévient depuis plusieurs semaines qu'une crise humanitaire se profile à Gaza ([dépêche](#) du 5.05.06).

Toujours dans le souci d'améliorer la situation humanitaire, les membres du Quatuor se sont déclarés aujourd'hui disposés à « accepter la création d'un mécanisme international temporaire, limité dans son fonctionnement comme dans sa durée, et

pleinement transparent, afin de garantir la fourniture directe de toute assistance au peuple palestinien », qui sera établi à l'initiative de l'Union européenne.

Interrogée sur le mécanisme temporaire mis en place la Commissaire européenne pour les relations extérieures, Benita Ferrero-Waldner, a indiqué qu'il devrait être mis en place dans les semaines qui viennent. « Il devra être transparent et acheminer l'aide directement aux Palestiniens sans passer par le gouvernement ».

« Le but n'est pas de transférer les responsabilités du gouvernement à la communauté internationale », a dit Condoleezza Rice, Secrétaire d'Etat américaine, qui a souligné que la communauté internationale tentait de « répondre aux besoins du peuple palestinien, les Etats-Unis ayant récemment débloqué 10 millions de dollars pour l'assistance médicale ».

« Mais en définitive, il revient à l'Autorité palestinienne de prendre ses responsabilités en assumant sa position de gouvernant », a-t-elle dit.

Interrogée sur la place de Mahmoud Abbas, le président palestinien en tant que partenaire pour la paix avec Israël, Condoleezza Rice a souligné qu'il existait désormais une nouvelle situation avec l'élection du Hamas et que le Quatuor souhaitait un retour à la [Feuille de route](#).

Le ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Sergueï Lavrov, a indiqué pour sa part que le Hamas n'avait toujours pas fait de progrès dans les demandes formulées par le Quatuor, même si un pas en avant avait été fait dans la déclaration du Hamas qui affirme qu'il négociera avec Israël si ce dernier reconnaît l'Initiative de paix arabe ».

Interrogé sur les mesures à prendre concrètement pour la mise en œuvre de la Feuille de route, la représentante de l'Union européenne a rappelé qu'il s'agissait toujours de la reconnaissance d'Israël, de la renonciation à la violence et la reconnaissance des Accords d'Oslo.

« Pour l'instant nous n'avons rien vu de tout ça », a dit la représentante autrichienne.

« Mais nous sommes préoccupés pour la population palestinienne », a-t-elle dit.

Interrogé sur l'éventualité d'une « initiative unilatérale » israélienne, notamment sur le retrait des territoires palestiniens, Condoleezza Rice a rappelé que Ehud Olmert avait indiqué qu'il souhaitait un partenaire.

« Nous souhaitons une solution négociée, mais pour cela le gouvernement palestinien doit y être engagé. Au minimum, il faut reconnaître le droit de son partenaire à exister, et renoncer à la violence afin de conclure un accord de paix », a dit la Secrétaire d'Etat américaine.

Mais « le retrait des territoires doit se faire en coordination avec l'Autorité palestinienne et les frontières finales de l'Etat d'Israël devront être négociées », a précisé en conclusion Kofi Annan.

À l'issue de la réunion du Quatuor qui s'est tenue ce matin avec les partenaires régionaux, une [réunion](#) distincte a eu lieu entre le Secrétaire général et les Ministres des affaires étrangères de l'Égypte, Ahmed Aboul Gheit de la Jordanie, Abdul Ilah Khatib et de l'Arabie saoudite, le Prince Saud al Faisal.

Le débat a porté sur le climat politique actuel au Moyen-Orient, y compris la situation en Palestine et l'évolution de la situation au Liban, en Syrie, en Iraq, en Iran et au Darfour.